

APRÈS L'AGRESSION DE BAB-EZZOUAR

La communauté chinoise s'organise

L'agression d'un ressortissant chinois à Alger a fatalement instauré un sentiment d'inquiétude mais aussi de malaise au sein de la communauté chinoise qui s'exprime dans ce reportage sur l'affaire en elle-même mais aussi sur des conditions de vie et d'intégration beaucoup moins évidentes qu'on ne pourrait le supposer.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Vendredi 6 janvier. Une vidéo postée sur les réseaux sociaux fait rapidement le buzz. La scène qu'elle révèle est effarante. Dans un quartier de Bab-Ezzouar, un groupe de jeunes intercepte un véhicule utilitaire, ouvre la malle et embarque toutes les marchandises qui s'y trouvent. Le tout appartient à un ressortissant chinois qui s'attellait à transporter, de nuit, un nouvel arrivage pour sa boutique.

Ses agresseurs sont au nombre de trois, mais la scène filmée indique la présence de plusieurs autres personnes, toutes jeunes, autour du lieu de l'agression. Des habitants du quartier assistent au vol sans réagir. Il fait nuit noire, une grande tension règne sur la capitale en raison des événements qui secouent certaines wilayas limitrophes comme Béjaïa.

Les forces de l'ordre sont en état d'alerte et sont organisées au sein d'un impressionnant dispositif prêt à intervenir à la moindre occasion. Très rapidement, ils ont vent de ce qui se produit. Lorsqu'elles arrivent sur les lieux, les auteurs du forfait ont déjà eu le temps de prendre la fuite, mais les informations qu'elles recueillent leur permettent de procéder à l'arrestation de deux d'entre eux, deux jours plus tard. Un communiqué de la DGSN annonce qu'un troisième complice se trouve toujours en fuite.

La même source nous apprend que les agresseurs s'étaient également rendus coupables d'attaques menées contre des magasins appartenant à des ressortissants chinois. Des armes blanches ont été utilisées.

La réaction des commerçants chinois

Le contexte général dans lequel est survenue cette affaire soulève des interrogations. Les auteurs de l'agression ont-ils profité du climat de tension pour se livrer à ce comportement ? L'hypothèse est très probable, mais elle interpelle les consciences car elle survient peu de temps seulement après une autre affaire, tout aussi dramatique, liée à un comportement singulier observé au sein de la population contre les réfugiés subsahariens. A travers de nombreuses wilayas, et même au sein de la capi-

tale, la communauté africaine a été à plusieurs fois ciblée et attaquée de manière honteuse (jets de pierres notamment) par des groupes de citoyens reprochant un mode de vie contraire aux traditions algériennes.

Cette situation avait même contraint récemment les autorités à expulser (reconduire selon le terme officiel) des centaines d'entre eux vers leur pays d'origine dans des conditions décrites par les organisations des droits de l'Homme. Mais la communauté chinoise établie en Algérie est loin d'en être là. Le dernier bilan officiel livré par l'ambassade de Chine lui-même annonçait, il y a une année, que près de 40 000 Chinois se trouvaient dans le pays. Ils constituent la plus grande communauté étrangère établie en Algérie. Un simple regard dans les rues d'Alger renseigne sur l'importance de leur présence.

Ming Zhong travaille depuis plusieurs années à El-Biar. Elle tient un magasin où elle propose des tas d'articles de maison à un prix raisonnable. Des couvre-lits, des taies d'oreiller, des draps et même des tenues traditionnelles chinoises venues tout droit de Pékin, dit-elle dans un français ponctué de ravissantes connotations chinoises. Ming est naturellement au courant de ce

qui s'est passé à Bab-Ezzouar.

Un tel événement ne peut pas passer inaperçu. Elle aborde pourtant difficilement le sujet : « On ne sait pas ce qui se passe, ils nous ont dit que la situation n'est pas très bonne ici, il y a beaucoup de voyous. » La vendeuse qui l'assiste prend la parole : « Il n'y a jamais eu de gros problèmes, mais depuis quelque temps, on sent que les choses vont moins bien, d'ailleurs depuis cette affaire elle a décidé d'engager un jeune Algérien. » Ce dernier habite dans l'immeuble qui se trouve juste au-dessus du local. Ming lui donne 8 000 DA uniquement pour monter la garde devant la porte du magasin.

Manil, 23 ans, est également chargé de veiller sur un autre local tenu par une Chinoise, quelques mètres plus loin. Il est là, il veille, sans plus. Sa présence rassure et sert de double protection. C'est un enfant du quartier, et en cas de besoin, ses amis prêteront lui prêter main-forte. Manil servira également de bouclier contre les railleries et plaisanteries de bas niveau auxquelles font fréquemment face les Chinois. « Certains aiment bien nous taquiner, dit Ming en riant, mais parfois, cela fait mal, ça touche », dit-elle en mettant le poing sur le cœur.

Des plaisanteries mal placées

A Bab-el-Oued, des commerces du même genre foisonnent. A proximité du marché, un local tenu par un Chinois reçoit de vieilles dames à la recherche d'une paire de draps pour

une prochaine mariée. Une discussion avec le propriétaire est entamée : « J'ai été volé à plusieurs reprises, une fois un ami que j'avais envoyé très tôt pour ouvrir le magasin à ma place a même reçu un coup à la tête. Un voyou a tenté de l'assommer pour rentrer voler la marchandise. Mais maintenant si quelqu'un vient, je l'attends. Les Chinois sont forts pour le karaté. »

Comme beaucoup d'autres commerçants chinois, celui-ci a appris à s'appuyer sur le voisinage, les jeunes en particulier, pour éviter d'être confronté à de mauvaises surprises. « Ils sont plus vigilants depuis l'affaire de Bab-Ezzouar. Le vol est partout, mais faire cela contre des étrangers est une honte, certains Algériens sont racistes », commente Mourad un quinquagénaire qui vient acheter des cacahuètes toutes chaudes près du magasin chinois.

A Alger-Centre, comme sur les hauteurs, à Dély-Brahim, les commentaires des commerçants chinois se ressemblent : « Certaines périodes, tout va bien, nous sommes grands amis avec les Algériens, mais d'autres fois, rien ne va, comme en ce moment, on ne sait pas ce qui se passe, la police dit que ce sont des voyous. »

A Dély-Brahim toujours, des rumeurs annonçaient hier un nouveau vol dans un magasin. Le propriétaire aurait été délesté de toute sa marchandise. Intox ou psychose ?

Les témoignages recueillis révèlent, cependant, que de nombreux Chinois ont été forcés de quitter

l'Algérie au cours de ces derniers mois. Certains font état de difficultés d'intégration. D'autres, et ils sont plus nombreux, avouent avoir été à leur tour frappés de plein fouet par la crise économique qui touche le pays.

L'information conforte cette déclaration faite il y a près plus d'une année par l'ambassadeur chinois à Alger qui, au cours d'un déplacement à Tizi-Ouzou, annonçait à la presse que sur les 40 000 Chinois établis en Algérie, 30 000 s'apprêtaient à quitter le pays. Le problème d'intégration avait été à nouveau évoqué par son entourage. Très vite, une dépêche de l'APS annonçait, à son tour, que le chiffre avancé par le représentant de la République de Chine allait être revu à la baisse.

Explications : seule une partie des travailleurs chinois, notamment employés dans le secteur de la construction, allaient être libérés et rapatriés, les entrepreneurs ayant opté pour le recrutement d'une main-d'œuvre locale.

Des milliers d'ouvriers étaient arrivés à Alger vers la fin 2010 lors du lancement de grands chantiers dans le BTP. Une bonne partie d'entre eux avait cependant privilégié de se lancer dans le commerce et de rester sur place après l'expiration de leur contrat. Dans des situations parfois peu évidentes, ils tentent de poursuivre une vie normale et une intégration sous le regard admiratif d'Algériens qui condamnent unanimement des attaques et des regards d'un autre âge.

A. C.

ERREUR DE CALCUL DANS LE TEXTE DE LOI DE FINANCES 2017

En cours de rectification, assure Baba Ammi

L'erreur de calcul contenue dans le texte de loi de finances 2017 publié dans le Journal officiel, est en cours de rectification, a assuré hier le ministre des Finances, en marge d'une séance plénière au Sénat consacrée à l'examen du code des douanes.

« Les chiffres (des recettes budgétaires) de l'annexe "A" sont corrects. Il y a actuellement une correction au niveau du SGG (Secrétariat général du gouvernement, Ndlr) et on va introduire les correctifs. Le ministre a écarté l'idée que le texte revienne à l'Assemblée nationale. « Les montants votés par l'APN sont corrects, il n'y a (par conséquent) aucune modification. S'il y avait une erreur dans le montant global, et même des sous-totaux, à ce

moment-là on serait obligé de revenir à l'APN, mais là, ce n'est pas le cas », a indiqué Baba Ammi, qui estime que ce genre d'erreur arrive souvent. Par ailleurs, le ministre a annoncé une nette amélioration en matière de lutte contre les importateurs fraudeurs et le transfert illicite de devises. Répondant aux questions des journalistes en marge d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée au débat sur le texte de loi sur les douanes, Baba Ammi a, cependant, précisé qu'en dépit de cette amélioration, « cela nécessite du temps pour arriver au bout de ce phénomène qui épuise l'économie du pays par le renforcement des moyens de l'administration des douanes pour assurer un contrôle plus rigoureux des opérations d'importations ». Il a, au passage, rappelé les mesures prises par son département ministériel en vue d'endiguer ce phénomène. Il s'agit, notamment, selon le ministre, de la mise en place, en

2016, d'un groupe de travail chargé du suivi de la situation financière des importateurs au niveau de la Banque d'Algérie. M. Baba Ammi a également précisé que la Banque d'Algérie avait défini les moyens de contrôle de la surface financière des importateurs. Ainsi, l'importateur doit présenter un bilan, un compte des résultats et une déclaration des impôts, a-t-il expliqué.

Le ministre a également évoqué le renforcement des moyens des douanes par la possibilité d'adhérer à des bases de données étrangères permettant de contrôler la valeur réelle des marchandises. De même, le contrôle du fichier des fraudeurs a été récemment renforcé par l'utilisation du NIF (numéro d'identification fiscale) et le NIN (numéro d'identification nationale) qui permettent de contrôler d'une manière précise l'importateur et la traçabilité, a-t-il relevé.

Y. D.

UN VIBRANT HOMMAGE LUI A ÉTÉ RENDU

Mohamed Abderrahmani, le métronome d'El Moudjahid

Au fronton du quotidien *El Moudjahid* l'on devrait inscrire le nom de Mohamed Abderrahmani, son directeur assassiné il y a de cela 22 ans. Moment tragique que ce jour du 22 mars 1995, à Oued Kniss (Ruisseau), juste au bas du ministère de l'Education. 9h50, c'est l'heure où la circulation est exécrable, les voitures avancent à pas de tortue, et c'est ce moment précis que les criminels ont choisi pour accomplir leur sale besogne. Ils avaient tout préparé, tout planifié. Le choc provoqué par cet assassinat fut à la hauteur du personnage au sein de la corporation où il était aimé, respecté. Mohamed Abderrahmani savait pourtant qu'il était inscrit sur la liste des personnalités à abattre, mais il n'en avait cure et préférait continuer à vivre avec ses habitudes, ne rasait pas les murs, n'avait pas démenagé dans une résidence de sécurité... ne changeait pas son itinéraire, de Kouba où il habitait en famille à la rue de la Liberté, adresse du journal. Et ce, malgré les nombreuses mises en garde de ses collègues, de ses amis.

En vain. Il ne pouvait faire faux-bond à son destin, après Saïd Mekbel, directeur du *Matin*, et 32 journalistes qui avaient déjà payé de leur vie

leur choix du métier de journaliste, leurs convictions contre tous les obscurantismes. De nombreux autres collègues les rejoindront, malheureusement. Si le mal fait est profond la douleur l'est encore plus et reste aujourd'hui encore vivace. Malgré les massacres quasi quotidiens, contre vents et marées, Mohamed Abderrahmani fait comme si de rien n'était. Si certains pouvaient ne voir là qu'obstination du fonctionnaire rivé à ses habitudes proches du rituel, c'était oublier en lui le militant nationaliste qui avait tôt fait de rejoindre la Fédération de France du FLN lors de son séjour pour des études supérieures à l'Ecole de journalisme et de sciences sociales de Paris. Paradoxalement, Mohamed Abderrahmani ne s'est jamais prévalu de ses diplômes au sein du journal, passant presque pour un fonctionnaire de l'Etat coopté à la tête du porte-parole officiels du gouvernement.

Et ce rôle, il tenait à l'assumer totalement et n'avait cure des critiques du personnel rédactionnel, les grosses gueules et autres tire-au-flanc. Venant de l'hebdomadaire *Algérie Actualités*, aujourd'hui disparu, il fera les preuves de son inflexibilité dans les situations politiques sensibles, sous la houlette de l'autre grand dis-

paru, son directeur, et lui en tant que rédacteur en chef. Cela n'excluait toutefois pas en lui une grande qualité d'écoute de points de vue contraires, de négociateur patient de l'article de journaliste tout le temps qu'il faut malgré la pression inhérente au bouclage de 20h au risque de soulever l'ire des cols blancs de l'imprimerie, le plomb à l'époque. Et cela, il le savait fort bien. Aussi il n'avait pas de complexe à user de ses prérogatives de rédacteur en chef -comme dans tous les quotidiens - en recourant au scalpel. Tant pis si l'on crie à la censure, leitmotiv en ces périodes troubles de sours combats idéologiques et politiques. Facile d'imaginer l'énorme pression sur les épaules de Mohamed Abderrahmani qu'il assumait, stoïquement au demeurant, quitte à payer de sa santé toutes ses heures (l'essentiel des 24 heures) passées à arpenter les couloirs de la rédaction, courant à l'imprimerie et même aux rotatives pour prendre le numéro du jour et pouvoir enfin rentrer chez lui. Mais chez lui, c'était trop dire puisque sa vie, c'était le journal. Sa fille Meriem Abderrahmani (qui lui ressemble trait pour trait) témoigne, l'émotion dans la voix, à l'occasion de l'hommage qui lui a été rendu ce samedi 14 janvier, à la

librairie de l'Anepe, sur l'avenue Pasteur, à Alger : « C'était un homme humble et assez secret par rapport à ses activités, un travailleur que nous ne voyions pas. Il sortait de la maison alors que nous étions déjà sortis depuis longtemps. Il rentrait quand tout le monde était couché. Par contre, nous avions droit à nos croissants tout chauds tous les matins. La sortie du journal était pour lui sacrée, il attendait de l'avoir en main avant de rentrer à la maison. »

Meriem Abderrahmani ne découvrira l'autre aspect de la personnalité de son père qu'une fois mort et nous par sa bouche qu'il a fréquenté l'école coranique, qu'il a grandi entre Béjaïa et Aïn-El-Kebira, à Sétif, où il avait fait ses études secondaires. Quelques-uns de ses collègues ont fait le déplacement à la librairie pour évoquer, devant une assistance nombreuse, le parcours de ce natif de Melbou (Béjaïa) qui ne laissait pas indifférent et qui imposait le respect à ses détracteurs. Dévoué, assidu, il a tenu la barre du navire *El Moudjahid* dans une période trouble et mouvante, jusqu'à la fin. Il avait 57 ans ! Salut Abder !

Brahim Taouchichet